

# **LES FEMMES D'EQUATEUR EN LUTTE CONTRE LES REFORMES NEOLIBERALES ET LA HAUSSE DU PRIX DE L'ESSENCE A PROPOS DE LA REPRESSION VIOLENTE DES RECENTES MANIFESTATIONS**

**COMMUNIQUE  
06 OCTOBRE 2019**

Nous, les femmes qui résistons – dans les rues, dans nos territoires, depuis nos espaces et communautés - nous, les camarades féministes, qui donnons de nos personnes et de nos vies - nous nous solidarisons avec les criminalisés, les emprisonnés les victimes de la répression et des poursuites au cours de ces journées de protestation contre le "paquetazo" néolibéral du Gouvernement dirigé par Lenin Moreno. Depuis l'annonce des mesures d'ajustement structurel en Equateur, les différents mouvements populaires et organisations, indigènes et sociaux, ont convoqué une grève générale et indéfinie contre la violence économique exercée par l'alliance Gouvernement/Fonds Monétaire International/Patronat, qui affecte tous les secteurs populaires, des plus pauvres aux classes moyennes.

Face aux mouvements au niveau national, le gouvernement de Lenin Moreno a décrété "l'état d'exception" et habilité la Police et les Forces Armées pour qu'elles contrôlent et fassent régner l'ordre dans tout le territoire national. Le droit et la liberté d'association et de réunion ont été suspendus pour « préserver la sécurité de l'État » ; le droit à la liberté de circulation a été limité et les réquisitions « nécessaires pour maintenir les services qui permettent d'assurer l'ordre et la sécurité interne » ont été autorisées.

Ce sont plus de 267 détenus à au niveau national qui ont dénoncé la violence démesurée et systématique de la police et des forces armées qui ont tirés, frappé et qui ont eu un comportement inhumain à l'égard des manifestants.

Deux camarades dirigeants indigènes emprisonnés (Marlon Santi, coordinateur de Pachakutik et Jairo Gualinga, dirigeant de la CONAIE), un jeune garçon qui se trouve dans un état grave ; Luis Timpatuña, étudiant universitaire qui a perdu un œil à cause de l'impact d'une bombe lacrymogène, Sebastián Acosta, frappé par la police sans retenue et caché pour couvrir de tels actes ; des blessés graves à Cayambe ; et plusieurs autres personnes dont nous ne connaissons pas encore les cas concrets puisque les moyens de communication cachent la réalité au monde et cherchent à dénigrer le mouvement.

Cependant la « Defensoria del pueblo »<sup>1</sup> comme la CIDH<sup>2</sup> se sont prononcés en dénonçant l'utilisation excessive et disproportionnée de l'appareil de l'Etat contre les manifestants, en exhortant le gouvernement équatorien à garantir le droit à la contestation sociale et les droits humains.

Nous savons que c'est la politique de l'Etat qui s'est attaquée aux équatoriennes et aux équatoriens en limitant leur droit légitime à protester et leur droit à une vie digne.

L'accord avec le FMI et les politiques néolibérales que le gouvernement nous impose constituent un coup contre le peuple équatorien et contre ceux et celles qui sont historiquement placés dans une situation d'inégalité, d'injustice et de violence : les femmes, les jeunes, les peuples indigènes, la classe ouvrière.

L'injustice sociale renforcée et l'alliance entre le gouvernement et les classes dominantes nationales et internationales alimentent un mécontentement d'ampleur dans les rues des organisations, mouvements, collectifs et secteurs populaires.

La politique de peur et de répression grandissante trouve en face des voix innombrables qui exigent que les Droits Humains soient respectés.

## **Face à la brutalité de la Police et des Forces Armées...**

Pour nous, le Président Lenin Moreno et sa ministre María Paula Romo ont la responsabilité entière de l'intégrité physique et morale des emprisonnés, pour lesquels nous exigeons la libération immédiate. On demande la garantie du droit de tout le peuple Equatorien à protester.

---

<sup>1</sup> Institution de l'Etat qui veille au respect des Droits Humains

<sup>2</sup> Commission Interaméricaine des Droits Humains

La suppresion de l'état d'exception dans tout le territoire national.

On lance un appel à la communauté nationale, aux organisations féministes, populaires, indigènes pour qu'elles se prononcent sur la grave situation de l'Equateur et pour qu'elles soient vigilantes concernant le respect des droits humains.

Ni soumises, ni précarisées, ni endettées !!!

Nous continuerons à agir ensemble jusqu'à que le respect de la dignité devienne une habitude !!!

#### **FIRMAS COLECTIVAS ECUADOR**

---

ALAMES Ecuador  
Movimiento de Mujeres de Sectores Populares Luna  
Creciente  
Asociación Femenina Universitaria  
Colectivo Desde El Margen  
Mujeres por el Cambio  
Colectivo de Mujeres Universitarias  
Mujeres de Frente  
Ruda Colectiva Feminista  
Plataforma Nacional por los Derechos de las Mujeres  
Coalición Interuniversitaria contra el Acoso Sexual  
Organización Ecuatoriana de Mujeres Lesbianas – OEML  
Frente de la Mujer Trabajadora de CEOSL  
Colectiva Runa Feminista  
Colectivo Feminista  
Colectivo Simpatizantes de VI Internacional - Ecuador  
Colectiva Lilas en Acción  
Eco-Justicia Abya Yala  
Plataforma Vivas Nos Queremos  
Colectivo de Antropólogas del Ecuador  
Campaña Aborto Libre Ecuador  
Las Comadres  
Federación de Estudiantes Secundarios del Ecuador  
Colectiva Escuela Viva  
Juventud Revolucionaria del Ecuador  
Pueblo Shuar Arutam  
Mesa de Género de la Universidad de Guayaquil  
Plataforma de Mujeres Caminando Hacia la Igualdad-  
Imbabura  
Fundacion Dayuma  
ALDHEA  
Surkuna  
Colectivo de Geografía Crítica del Ecuador  
Asociacion de Estudiantes de Gestión Local-UPS  
Movimiento de Mujeres de El Oro – MMO  
Coordinadora de Mujeres Fronterizas – CODEMUF -Loja  
Colectivo de Mujeres Interuniversitarias  
Secretaría de la Mujer de la UNE  
Centro de Estudios del Trabajo Memoria  
Organización Feminista Luchar  
Red de acompañamiento en aborto –Las  
Comadres  
Taller de Comunicación Mujer  
Plataforma por la Tierra y Territorios Sostenibles  
Sistema de Investigación sobre la  
Problemática Agraria en el Ecuador -SIPAE  
Instituto de Estudios Ecuatorianos -IEE  
Corporación de Gestión y Derecho Ambiental ECOLEX  
Fondo Ecuatoriano Populorum Progressio FEPP  
Coordinadora Nacional de Mujeres Negras CONAMUNE –  
Capítulo Carchi  
Fundación ALDEA  
Movimiento de Mujeres Guayaquil  
Asociación Femenina Universitaria- AFU Nacional  
CEPAM Guayaquil  
Plataforma de Mujeres Caminando hacia la Igualdad  
Colectiva Carishinaenbici